

Mobilisation du 4 mai Un immense succès !

La grève du 4 mai a été suivie dans tous les secteurs de la fonction publique et du subventionné. La manifestation a réuni plus de 10 000 de nos collègues de l'administration, du social, de la santé, de l'éducation, de l'animation, de la police qui ont exprimé leur détermination à s'opposer aux différents projets du Conseil d'Etat et du Grand Conseil. Les soutiens exprimés par les syndicats du secteur privé et les partis soulignent à quel point notre mobilisation contre les attaques aux prestations et pour la défense de nos conditions de travail est légitime. Mais cette première étape ne fera pas reculer le Conseil d'Etat. D'autres échéances sont en vue.

Le Conseil d'Etat a rencontré le Cartel

Premier effet de notre mobilisation du 4, le Conseil d'Etat a reçu le Cartel intersyndical après notre manifestation. La délégation du Cartel a transmis la résolution adoptée à l'assemblée de la Treille et a exigé que le Conseil d'Etat se détermine sur nos revendications avant la prochaine assemblée générale du 13 mai. Lors de cette rencontre, le Conseil d'Etat n'a fait que se justifier par rapport au fait qu'il n'avait pas négocié avec le Cartel le projet de budget 2004, le plan financier quadriennal et GE-Pilote. Mais aucun signe concret ne nous a été donné sur sa volonté de négocier à l'avenir.

Ce n'est qu'un début.....

Le Cartel intersyndical appelle à une manifestation le jeudi 13 mai à 17h 30 devant le Grand Conseil avec les associations d'usagers-ères et les partis politiques. A cette date, le Grand Conseil doit en effet traiter de plusieurs projets que nous combattons : une résolution du Conseil d'Etat qui lancera GE-Pilote, 3 modifications de la loi sur les traitements qui vont atteindre les mécanismes salariaux et le projet sur le frein à l'endettement. Cette manifestation a donc pour objectif de signifier au Grand Conseil que les salariés-es et les usagers-ères n'entendent pas faire les frais d'une politique des caisses vides qui s'attaque aux prestations et aux subventions. Cette manifestation doit être massive car l'Etat social est véritablement menacé par l'ensemble de ces projets. Nous devons également exprimer à la majorité parlementaire notre refus du projet de loi sur la suppression du statut et l'introduction du salaire au mérite.

Après la manifestation, le Cartel intersyndical appelle à une assemblée générale à 19h 30 à la salle du Faubourg. Cette assemblée devra se déterminer sur le préavis de grève déposé pour le 14 mai. Si le Conseil d'Etat ne nous a donné aucun signe concret de sa volonté de négocier, le Cartel proposera à l'assemblée de confirmer ce préavis. Ces échéances sont rapprochées, mais la violence des attaques et leur rapidité exigent que nous nous mobilisions fortement dès maintenant et à l'automne au moment où d'autres projets de loi concernant le plan financier quadriennal seront déposés.

Judi 13 mai

Manifestation à 17h 30 devant le Grand Conseil
Pour la défense de l'Etat social et des prestations
Contre la suppression du statut

Assemblée générale du Cartel à 19h 30 à la salle du Faubourg

Vendredi 14 mai

(si l'assemblée du 13 mai confirme le préavis de grève)

Grève durant toute la journée

Avec des actions sectorielles le matin et

Manifestation à 14h Place Neuve

(rassemblement à 13h 30)

N'oubliez pas d'aller voter le 16 mai !

NON à la 11^{ème} révision de l'AVS !

NON au paquet fiscal fédéral !

AU CONSEIL D'ETAT, AU GRAND-CONSEIL

Considérant:

- Le refus du Conseil d'Etat de négocier le projet de budget 2004, le plan financier quadriennal, le projet GE-pilote, et toute mesure qui touche le personnel de la fonction publique et du secteur subventionné,
- L'ampleur des attaques contre les prestations et les services publics contenues dans ces projets,
- La forte mobilisation du personnel représentatif de tous les secteurs,
- Le soutien des syndicats du secteur privé qui exprime le lien de solidarité existant entre privé et public
- Le mépris du Conseil d'Etat à l'égard du personnel et de ses organisations;
- La gravité de la situation pour les salariés-es des services publics et parapublics ainsi que pour les usagers-ères,

L'Assemblée du personnel de la fonction publique et du secteur subventionné réunie ce 4 mai 2004 sur la Treille exige :

- l'ouverture immédiate de négociations avec le Cartel sur les conditions de travail et les prestations;
- le retrait du plan financier quadriennal, de GE-pilote et du projet de loi sur le frein à l'endettement,
- un budget 2004 qui se fonde sur :
 - le respect des mécanismes salariaux dans leur totalité,
 - la création d'au moins 200 nouveaux postes,
 - le respect et l'application de l'accord hospitalier signé en 2002,
 - des augmentations de subventions en réponse aux besoins croissants de la population,
- le retrait du projet de loi déposé par les partis bourgeois de l'Entente pour la suppression du statut et l'introduction du salaire au mérite, projet qui vise la fin de l'Etat et la précarisation totale du personnel public et privé subventionné,
- le retrait du projet de loi supprimant l'indexation semestrielle,
- l'arrêt de toute forme de privatisation et la réintégration des services déjà privatisés au sein de la fonction publique,
- qu'aucune retenue salariale ne soit effectuée pour fait de grève

décide :

-de déposer un préavis de grève d'une journée entière le vendredi 14 mai, préavis qu'elle confirmera ou infirmera selon le développement des événements lors d'une Assemblée Générale convoquée à cet effet le jeudi 13 mai à 19 heures 30 à la Salle du Faubourg.

L'Assemblée décide également de la tenue d'une manifestation le jeudi 13 mai à 17 heures 30 devant le Grand-Conseil, avec les associations d'usagers-ères et les partis pour la défense des prestations et de l'Etat social.